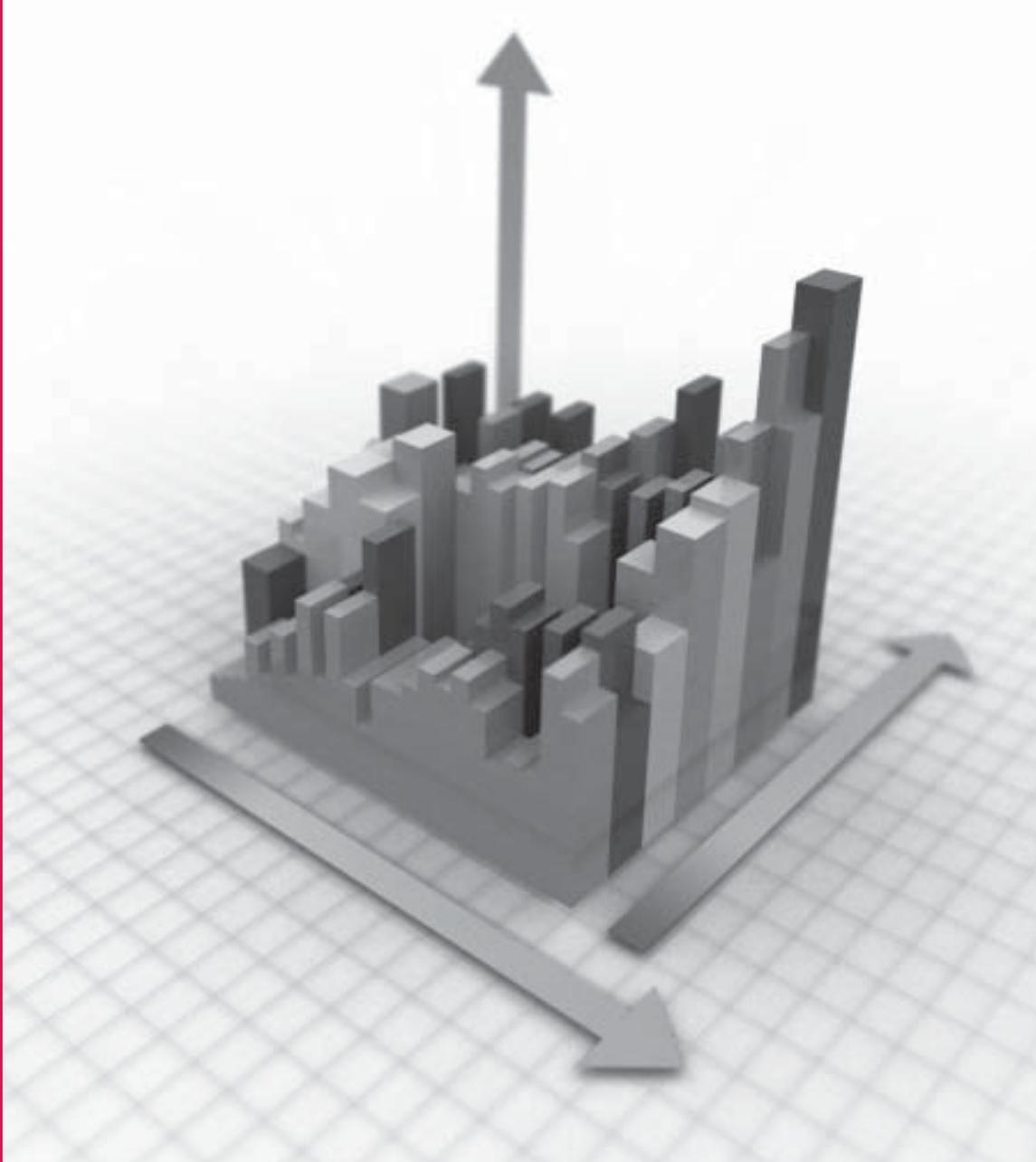




BILAN 2010

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 18 JANVIER 2011

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Aurélié DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

La baisse des défaillances d'entreprises s'accélère sur le dernier trimestre 2010 (-9,2%).

Sur l'ensemble de l'année, le recul est de -4,9%, mais 60 000 jugements ont encore été prononcés.

Après des mois de juillet et août encore très hésitants, septembre marquait un retournement sensible sur le front des défaillances d'entreprises. Le dernier trimestre confirme cette encourageante tendance. 14 586 ouvertures de procédure collective ont été enregistrées au cours des trois derniers mois 2010 (9 514 LJ, 4 746 RJ et 326 sauvegardes) ; c'est 9,2% de moins qu'au cours du dernier trimestre 2009 soit plus de 1 400 entreprises épargnées.

Cela porte à environ 60 000 le nombre de jugements d'ouvertures prononcés sur l'ensemble de l'année 2010 : 40 024 LJ, 18 650 RJ, 1 243 sauvegardes. Le niveau des défaillances reste donc élevé mais s'inscrit sur une tendance favorable (-4,9%) après trois années consécutives de hausse.

2009 avait été une année noire pour les PME, 2010 confirme un redressement très sensible. Les défaillances d'entreprises de plus de 50 salariés reculent de 31% sur un an alors qu'elles avaient bondi de 37% en 2009. L'Industrie qui avait payé un lourd tribut à la crise, offre désormais les signes de reprise les plus encourageants. L'ensemble des secteurs est mieux orienté sur 12 mois et plus encore sur le dernier trimestre. Quelques activités à destination des particuliers, notamment dans les métiers de la santé ou de l'action sociale, restent néanmoins fragiles sur l'année et sur les trois derniers mois.



Decide with Confidence

Baisse des défaillances plus marquée sur les PME.

Près de la moitié (25 800 soit 44 %) des entreprises défaillantes sont des micro-entreprises sans salarié. Celles-ci avaient assez bien résisté durant la crise, c'est pourquoi en 2010 elles affichent une baisse des défaillances de 3 % très inférieure à celle calculée pour les plus grandes.

Pour les entreprises de 3 à 49 salariés qui avaient davantage souffert en 2009 (+47 %), la baisse est encourageante (-8 %) mais insuffisante pour qu'elle traduise une véritable reprise.

En revanche, les tendances sont plus solides pour les sociétés de plus de 50 salariés pour lesquelles le recul des défaillances atteint 31 % après une dégradation de 37 % un an plus tôt.

Les deux tiers des jugements prononcés sont des liquidations directes.

68,2 % des jugements sont des liquidations judiciaires directes contre 68,5 % en 2009. Les liquidations directes restent donc les décisions très majoritairement prononcées par les tribunaux mais tendent à se réduire très légèrement. Moins d'un tiers des jugements sont donc des redressements judiciaires (31,8 % contre 31,5 % en 2009).

Ces taux varient néanmoins significativement selon la taille du débiteur ; le redressement judiciaire est davantage privilégié sur les PME les plus grandes.

Si les $\frac{3}{4}$ des micro-entreprises jugées (75,6 %) ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire directe, les $\frac{3}{4}$ des sociétés de plus de 50 salariés (75,1 %) ont obtenu l'ouverture d'un redressement judiciaire permettant la poursuite d'activité.

Deux défaillances sur trois sont sous forme de SARL.

La SARL reste la forme juridique la plus fréquente dans la population des défaillances (67 %). Près de 39 600 SARL ont fait l'objet d'un jugement ; c'est toutefois 3 % de moins qu'un an plus tôt.

Les entreprises individuelles (EI) représentent une défaillance sur quatre. Elles enregistrent un recul des jugements de 8 %. Parmi celles-là, les artisans et commerçants (8 EI sur 10) tirent la performance et affichent une baisse de 12 % du nombre d'ouvertures de procédure. En revanche, les exploitants agricoles souffrent encore. Plus de 500 d'entre eux ont défailli en 2010 (+8 %).

Les autres sociétés à capitaux constituent 5 % des défaillances et s'inscrivent sur une baisse de 9 % du nombre de jugements. Parmi celles-là, les sociétés par actions simplifiées (SAS) sont encore légèrement mal orientées (+1 %).

Les entreprises les plus anciennes comme les plus jeunes sont les mieux orientées.

Les entreprises de moins de 3 ans comme celles de plus de 50 ans avaient été davantage fragilisées en 2009 ; elles affichaient des hausses des défaillances d'environ 20 %. En 2010, elles enregistrent des améliorations de -15 %. Pour les plus âgées, cela corrobore le regain d'activité par ailleurs suggéré par l'amélioration constatée sur les PME.

Pour les plus jeunes, la problématique de vulnérabilité demeure mais l'enthousiasme pour le statut d'auto-entrepreneurs mis en place début 2009 a freiné voire ralenti les autres créations (hors auto-entrepreneurs). Moins d'entreprises récentes c'est moins de défaillances de jeunes entreprises.



Decide with Confidence

Les Services aux particuliers, les activités de santé et d'enseignement sont fragilisés.

L'Industrie, la Construction, le Commerce et les Services aux entreprises sont bien orientés.

L'Industrie manufacturière, notamment, avec plus de 4 000 défaillances, avait été un marqueur fort de l'ampleur de la crise. En 2010, la reprise, même molle, se confirme et les ouvertures de procédure retombent à 3 300 (-18%). Les industries connexes de l'ameublement restent néanmoins sous tension sur un an (+9%) et plus encore sur le trimestre (+25%). L'agroalimentaire qui avait fait mieux que résister en 2009 se tend en 2010 avec une augmentation des défaillances de 4%. Le secteur repasse néanmoins dans le vert sur le dernier trimestre de l'année (-9%). Les entreprises de boulangerie et pâtisserie demeurent fragilisées sur l'année (+13%) comme sur le trimestre (+6%). Globalement, l'Industrie affiche une amélioration sur un an de 13%.

L'Immobilier, qui a établi des records de sinistres en 2009, se redresse très sensiblement en 2010. Les défaillances d'entreprises reculent de 17% sur l'année. La promotion immobilière de logements reste cependant dans le rouge sur un an (+38%) comme sur le dernier trimestre (+54%). Le Bâtiment offre également de meilleures tendances (-6%) à l'exception des activités d'installation d'équipements thermiques et de climatisation (+17% sur un an et +34% sur trois mois) et les travaux d'isolation (+37% sur un an et +16% sur trois mois). L'ensemble du secteur de la Construction (Bâtiment et Immobilier) enregistre une amélioration de 7%.

L'ensemble du Commerce s'inscrit dans la moyenne générale (-5%) tiré par le commerce et la réparation automobile (-7%) ainsi que le commerce interentreprises (-7%) alors que le commerce de détail rebondit un peu moins vite (-4%). Dans ce dernier, des difficultés demeurent chez les détaillants de fruits et légumes (+16% sur un an et +45% sur trois mois), de pain, pâtisserie et confiserie (+19% et +32%) et de parfumerie et produits de beauté (+8% et +17%). Si le dernier trimestre est meilleur pour les détaillants de sport, chaussures et les pharmacies, ces activités ont enregistré sur l'ensemble de l'année des défaillances en augmentation, respectivement, de 5%, 10% et 11%. Dans le commerce interentreprises les tendances restent sévères pour les grossistes en produits pharmaceutiques (+56% sur un an et +8% sur trois mois), parfumerie et produits de beauté (+20% et +46%) mais aussi les boissons (+15% et +64%).

Dans les activités de Services à destination des entreprises, les tensions demeurent. Les défaillances reculent sur des rythmes moindres que dans les autres secteurs. Elles baissent de 1% dans les services aux entreprises et se stabilisent dans les services informatiques. Plusieurs activités sont encore fragiles sur l'année comme sur le dernier trimestre. C'est le cas des métiers de communication et relations publiques, organisation de foires et congrès mais aussi de nettoyage industriel ou de design.

Les Transports routiers de marchandises se situent exactement dans la moyenne générale soit -4,7%. Rappelons toutefois que cette baisse fait suite à une forte dégradation (+20%) en 2009.

Les activités d'Hébergement-restauration-débits de boisson affichent une amélioration de 4% sur un an; tendance très favorable pour l'hébergement (-20%) après une lourde année 2009, tandis que la restauration et débit de boisson limitent le recul à 2%. Notons que la situation tend à se dégrader fortement dans les services de traiteurs où les défaillances ont crû de 20% en 2010 et encore 60% sur les seuls trois derniers mois de l'année.

D'autres activités plus destinées à la personne sont fragiles. Les défaillances augmentent encore sensiblement pour les coiffeurs (+8% sur l'année et +9% sur les trois derniers mois), les soins de beauté (+14% et +10%), les blanchisserie-teinturerie (+11% et +33%) mais aussi les activités de santé et action sociale comme les médecins généralistes (+20 et +29%), les infirmiers (+3%

→



Decide with Confidence

et + 17 %), l'aide à domicile (+ 25 % et + 33 %) voire l'accueil de jeunes enfants. Les activités de création artistique ou celles liées au sport sont également mal orientées sur l'année comme sur le dernier trimestre. Les métiers liés à l'enseignement souffrent aussi, qu'il s'agisse d'enseignement sportif, culturel ou de formation continue pour adultes dont les défaillances ont augmenté de 31 % sur 2010 et 43 % sur le trimestre.

Deux régions sur trois repassent dans le vert.

Alsace, Basse-Normandie, Rhône-Alpes, Poitou-Charentes, Pays-de-la-Loire ou Bretagne, qui avaient connu des défaillances en forte hausse (de + 18 % à + 25 %) en 2009, retrouvent des tendances bien orientées. Parmi les régions les plus touchées en 2009, l'Alsace rebondit rapidement et enregistre cette année un recul de 13 % ; Rhône-Alpes est à - 8 %, Poitou-Charentes à - 12 %.

Quelques régions sont encore à la peine. C'est le cas de la Haute-Normandie (+ 6 %), la Picardie (+ 5 %) ou Nord-Pas de Calais (+ 3 %). Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées s'approchent de l'équilibre (+ 1 %). Champagne-Ardenne enregistre également une légère hausse sur un an (+ 1 %) mais celle-ci s'accélère sur le dernier trimestre de l'année (+ 11 %). La Lorraine est davantage sous tension avec une dégradation de 5 % sur un an et 12 % sur le dernier trimestre.

Les sauvegardes représentent 2 % des procédures.

Le nombre d'ouvertures de sauvegardes avait doublé en 2009 ; en 2010 il recule sensiblement (- 11 %) mais reste situé sur un volume relativement important (1 243). Ce dispositif préventif semble donc avoir joué un rôle favorable pendant la période de crise mais ne concerne pourtant que 2 % de l'ensemble des procédures collectives.

Plus d'une entreprise sur deux ayant eu recours à la sauvegarde emploie moins de 6 salariés mais une centaine de sociétés de plus de 50 salariés l'ont toutefois encore sollicitée en 2010. Les sociétés de 100 à 199 salariés sont même plus nombreuses qu'en 2009 à avoir obtenu une sauvegarde.

Si les jeunes entreprises ont été moins nombreuses en 2010 à connaître le redressement ou la liquidation judiciaire, elles sont en revanche 7 % de plus à solliciter l'ouverture d'une procédure de sauvegarde. Les entreprises de 6 à 10 ans ont, elles aussi, été plus nombreuses en 2010 (+ 5 %) à recourir à ce dispositif de prévention.

Les demandes d'ouvertures de sauvegarde sont en augmentation très sensible dans le commerce et la réparation de véhicules automobiles (+ 119 %) et le transport (+ 42 %) mais aussi dans l'élevage (+ 84 %). Le Commerce concentre les plus gros volumes de sauvegarde (311) devant les Services aux entreprises (223), la Construction (214), l'Industrie (169) et l'Hébergement-restauration-débits de boisson (100).

En région, Rhône-Alpes reste la plus utilisatrice du dispositif avec 184 sauvegardes devant Provence-Alpes-Côte d'Azur (161) puis Aquitaine et Île-de-France (129).

Certaines régions enregistrent des augmentations sensibles mais dans des volumes souvent peu importants. C'est le cas de Poitou-Charentes (+ 97 % et 61 dossiers), Limousin (+ 90 % et 19 dossiers), Languedoc-Roussillon (+ 35 % et 66 dossiers), Haute-Normandie (+ 30 % et 39 dossiers), Bretagne (+ 18 % et 39 dossiers).



Decide with Confidence

« Les entreprises tentent de reprendre leur souffle après deux années de crise asphyxiantes. Cependant, beaucoup n'ont pu surmonter leurs difficultés en 2010 et le compteur des défaillances reste bloqué au seuil des 60 000 », analyse Thierry MILLON, responsable des études Altares.

« Pourtant, la reprise s'est timidement installée au fil des derniers mois laissant naître un optimisme mesuré mais encourageant. Après un mois de janvier 2010 encore sinistré du fait, notamment, des mauvaises conditions climatiques qui ont retardé la concrétisation d'une sortie de crise, l'année a été marquée par deux périodes très partagées. Dans un premier temps, de février à août, la sinistralité des entreprises se stabilisait aux niveaux élevés de 2009. Puis à partir de septembre, retournement très net : le recul des défaillances s'accélère sur un rythme voisin de 10 % qui sera conservé jusqu'à la fin de l'année 2010. Malgré tout, la prudence reste de mise. La faiblesse des créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs favorise le recul statistique des défaillances de jeunes entreprises, les plus nombreuses à déposer le bilan, mais de nombreuses TPE manquent encore d'activité. Près de 150 dirigeants d'entreprise de moins de 3 salariés ont obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde sur le dernier trimestre. Ces entreprises devront retrouver rapidement du chiffre d'affaires profitable faute de quoi la trésorerie leur fera défaut et elles basculeront en redressement voire liquidation judiciaire dans les tout prochains mois. Les PME semblent quant à elles pouvoir disposer d'une meilleure visibilité mais elles aussi restent vigilantes. Regarnir le carnet de commandes pèse sur le bfr et les retards de paiement des clients du secteur privé comme du public pourraient ruiner les efforts de reconquête. Le retard de paiement reste, en effet, la cause d'un quart des défaillances d'entreprises. Aussi, réussir la reprise nécessite de respecter un scénario à la fois simple mais vital : cibler des prospects pérennes et suivre attentivement les règlements clients. Ces actions seront génératrices de cash, le moteur d'une croissance durable ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 160 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 53 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

11

BILAN 2010

- 11 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Histogramme des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'effectifs depuis 2001
- 12 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par nature de procédure et tranches d'effectifs en 2009 et 2010
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'âge depuis 2001
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches de chiffre d'affaires depuis 2001
- 13 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par catégorie juridique depuis 2001
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par forme juridique en 2008, 2009 et 2010
- 14 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité depuis 2001
- 15 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région depuis 2001
- 16 Évolutions des défaillances France depuis 20 ans
Carte des défaillances d'entreprises France par région en 2010
- 17 Les défaillances d'entreprises France de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires en 2010 (données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2010

- 18 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'effectifs aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranches d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
- 19 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
- 20 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010



PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

22

BILAN 2010

- 22 Statistiques des ouvertures de sauvegardes sur 5 ans
 - Histogramme des ouvertures de sauvegardes (RJ / LJ) en France sur 5 ans
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches d'effectifs sur 5 ans
- 23 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par activité sur 5 ans
- 24 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches d'âge sur 5 ans
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par catégorie juridique sur 5 ans
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranches de chiffre d'affaires sur 5 ans
- 25 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par région
- 26 Carte des ouvertures de procédures de sauvegardes par région en 2010
- 27 Les sociétés réalisant plus de 30 M€ de chiffre d'affaires ayant obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegardes en 2010 (données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2010

- 28 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranches d'effectifs aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranches d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
- 29 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010
- 30 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2008 - 2009 - 2010

MÉTHODOLOGIE

31

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

BILAN 2010

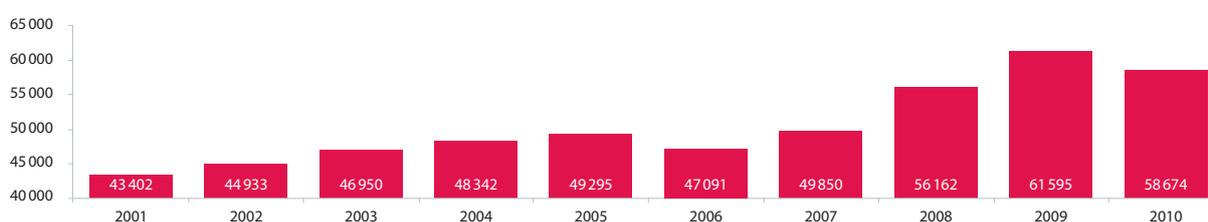
STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - BILAN 2010

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS

Les données 2009 et 2010 sont arrêtées au 8 janvier de l'année suivante

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nbre de défaillances	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674
Évolution N-1	-1,5%	3,5%	4,5%	3,0%	2,0%	-4,5%	5,9%	12,7%	9,7%	-4,7%

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS



STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2001

EFFECTIFS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
0 salarié ou inconnu	19 241	20 105	20 877	22 409	23 554	23 004	25 384	28 790	26 579	25 800	-2,9%
1 ou 2 salariés	12 318	12 200	12 881	12 965	13 024	12 260	13 037	14 419	16 008	15 512	-3,1%
3 à 5 salariés	5 633	5 703	5 912	6 005	6 010	5 649	5 658	6 340	9 354	8 763	-6,3%
6 à 9 salariés	2 646	2 883	2 933	2 981	3 002	2 746	2 671	2 992	4 748	4 310	-9,2%
10 à 19 salariés	1 980	2 199	2 471	2 341	2 267	2 060	2 026	2 258	2 910	2 612	-10,2%
20 à 49 salariés	1 130	1 255	1 336	1 205	1 072	983	784	968	1 455	1 305	-10,3%
50 à 99 salariés	261	335	310	280	239	231	170	204	325	230	-29,2%
100 à 199 salariés	121	158	153	109	90	88	83	102	142	86	-39,4%
200 salariés et plus	72	95	77	47	37	70	37	89	74	56	-24,3%
TOTAL FRANCE	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR NATURE DE PROCÉDURE
ET TRANCHES D'EFFECTIFS EN 2009 ET 2010

EFFECTIFS	2009					2010					Évolution		
	LJ		RJ		TOTAL	LJ		RJ		TOTAL	LJ	RJ	TOTAL
0 salarié ou inconnu	19993	75,2%	6587	24,8%	26580	19492	75,6%	6308	24,4%	25800	-2,5%	-4,2%	-2,9%
1 ou 2 salariés	11428	71,4%	4580	28,6%	16008	10871	70,1%	4641	29,9%	15512	-4,9%	1,3%	-3,1%
3 à 5 salariés	5923	63,3%	3431	36,7%	9354	5338	60,9%	3425	39,1%	8763	-9,9%	-0,2%	-6,3%
6 à 9 salariés	2647	55,7%	2101	44,3%	4748	2476	57,5%	1833	42,5%	4309	-6,5%	-12,8%	-9,2%
10 à 19 salariés	1502	51,6%	1408	48,4%	2910	1274	48,8%	1338	51,2%	2612	-15,2%	-5,0%	-10,2%
20 à 49 salariés	558	38,4%	897	61,6%	1455	480	36,8%	825	63,2%	1305	-14,0%	-8,0%	-10,3%
50 à 99 salariés	94	28,9%	231	71,1%	325	62	27,0%	168	73,0%	230	-34,0%	-27,3%	-29,2%
100 à 199 salariés	29	20,6%	112	79,4%	141	19	22,1%	67	77,9%	86	-34,5%	-40,2%	-39,0%
200 salariés et plus	15	20,3%	59	79,7%	74	12	21,1%	45	78,9%	57	-20,0%	-23,7%	-23,0%
TOTAL FRANCE	42189	68,5%	19406	31,5%	61595	40024	68,2%	18650	31,8%	58674	-5,1%	-3,9%	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE DEPUIS 2001

ÂGES	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
moins de 3 ans	9 922	10 019	9 841	10 399	11 612	12 281	12 329	14 318	17 587	14 896	-15,3%
3 à 5 ans	12 464	13 068	14 047	13 953	14 066	13 222	15 175	17 458	18 728	18 687	-0,2%
6 à 10 ans	9 581	9 746	10 209	10 538	10 408	9 512	9 562	10 716	11 144	11 175	0,3%
11 à 15 ans	5 440	5 513	5 581	5 614	5 366	4 998	4 989	5 427	5 525	5 311	-3,9%
16 à 50 ans	5 948	6 541	7 209	7 777	7 781	6 986	7 729	8 097	8 442	8 461	0,2%
51 et plus	47	46	63	61	62	92	66	146	169	144	-14,8%
TOTAL FRANCE	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2001

Tranches de CA	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
0 ou inconnu	28 418	29 776	30 038	31 642	33 332	31 054	34 282	37 527	36 928	34 978	-5,3%
< 1,5 M€	13 096	12 987	14 585	14 598	13 993	14 186	13 965	16 570	21 876	21 209	-3,0%
1,5 à 3 M€	966	1 094	1 183	1 101	1 066	982	849	1 111	1 446	1 388	-4,0%
3 à 7,5 M€	608	694	741	669	638	566	494	609	903	780	-13,6%
7,5 à 15 M€	170	198	238	206	180	174	148	194	267	194	-27,3%
> 15 M€	144	184	165	126	86	129	112	151	175	125	-28,6%
TOTAL FRANCE	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2001

CATÉGORIE JURIDIQUE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	Évolution 2010 vs 2009
Entreprises Individuelles	14 437	14 325	14 593	15 238	14 934	14 482	15 448	16 397	15 522	14 336	-7,6%
Sociétés à Responsabilité limitée	23 659	25 063	27 029	27 925	29 510	28 419	30 591	35 540	40 959	39 594	-3,3%
Sociétés anonymes ou SAS	2 810	3 236	3 117	2 876	2 655	2 326	2 032	2 281	2 918	2 655	-9,0%
Autres	2 496	2 309	2 211	2 303	2 196	1 864	1 779	1 944	2 196	2 089	-4,9%
TOTAL FRANCE	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR FORME JURIDIQUE EN 2008, 2009 ET 2010

FORME JURIDIQUE	2008	2009	2010	Évolution
Entreprises Individuelles	16 397	15 522	14 336	-7,6%
dont Professions libérales	1 016	1 069	1 054	-1,4%
Exploitants agricoles	379	466	501	7,5%
Artisans et/ou commerçants	14 626	13 710	12 113	-11,6%
Sociétés à Responsabilité limitée	35 540	40 959	39 594	-3,3%
Sociétés anonymes ou SAS	2 281	2 918	2 655	-9,0%
dont Sociétés par Actions Simplifiées (SAS)	1 389	1 936	1 957	1,1%
Autres	1 944	2 196	2 089	-4,9%
dont Sociétés en nom collectif	185	162	160	-1,2%
Sociétés civiles immobilières	483	753	658	-12,6%
Associations déclarées	674	607	619	2,0%
Exploitations agricoles à responsabilité limitée	147	191	163	-14,7%
TOTAL FRANCE	56 162	61 595	58 674	-4,7%

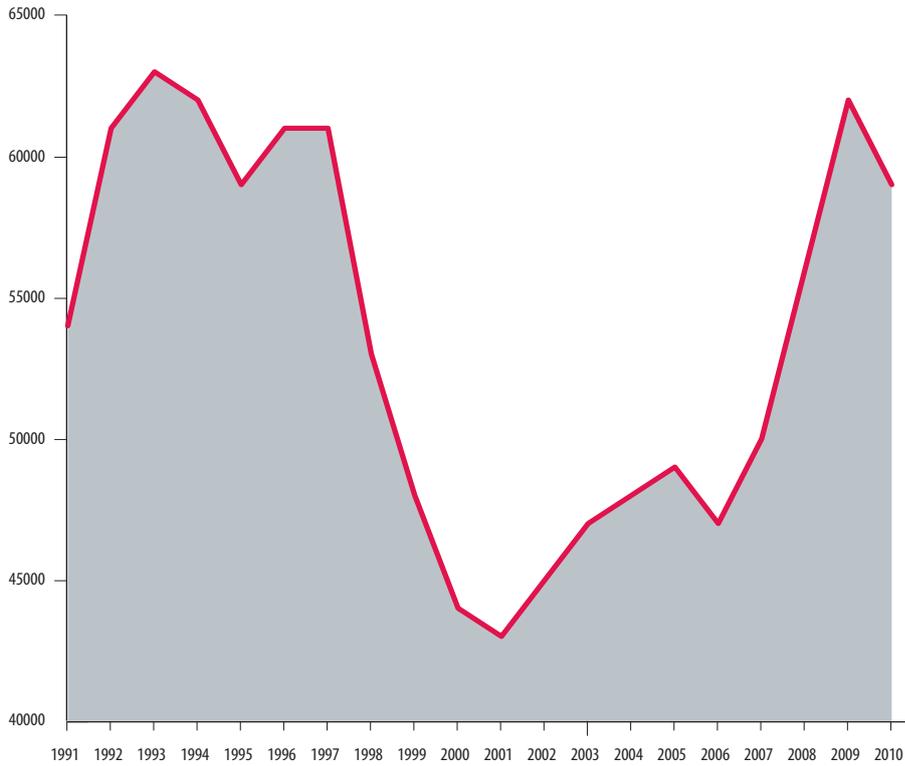
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2001

ACTIVITÉS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
AGRICULTURE	1 223	1 207	1 304	1 409	1 309	1 254	1 163	1 203	1 175	1 141	-2,9%
Chasse, pêche, forêt	310	381	372	368	331	326	301	269	261	222	-14,9%
Culture	683	604	676	747	716	707	613	540	521	505	-3,1%
Élevage	230	222	256	294	262	221	249	394	393	414	5,3%
CONSTRUCTION	10 317	11 243	11 793	12 228	12 711	12 245	14 249	16 807	19 189	17 784	-7,3%
Bâtiment	8 617	9 656	10 223	10 775	11 255	10 912	12 717	14 537	16 401	15 476	-5,6%
Immobilier	1 700	1 587	1 570	1 453	1 456	1 333	1 532	2 270	2 788	2 308	-17,2%
COMMERCE	10 731	10 454	10 809	11 501	11 953	11 403	11 839	12 822	13 699	13 014	-5,0%
Commerce & réparation de véhicules	1 621	1 505	1 621	1 683	1 594	1 490	1 518	1 639	1 753	1 639	-6,5%
Commerce de détail	5 375	5 276	5 304	5 976	6 479	6 276	6 726	7 542	8 120	7 822	-3,7%
Commerce interentreprises	3 735	3 673	3 884	3 842	3 880	3 637	3 595	3 641	3 826	3 553	-7,1%
INDUSTRIE	4 774	5 292	5 581	5 307	5 066	4 657	4 292	4 547	5 203	4 545	-12,6%
Industrie agroalimentaire	1 106	1 087	1 119	1 192	1 128	1 138	1 267	1 320	1 198	1 242	3,7%
Industrie hors agroalimentaire	3 668	4 205	4 462	4 115	3 938	3 519	3 025	3 227	4 005	3 303	-17,5%
INFORMATION & COMMUNICATION	1 618	1 853	1 774	1 521	1 588	1 405	1 393	1 487	1 643	1 579	-3,9%
Services informatiques & édition de logiciels	978	1 148	1 065	898	856	779	734	766	841	840	-0,1%
Autres activités information & communication	640	705	709	623	732	626	659	721	802	739	-7,9%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 887	1 847	1 966	1 953	2 003	1 609	1 451	1 697	1 997	1 919	-3,9%
Transport routier de marchandises	1 501	1 474	1 531	1 504	1 564	1 195	1 069	1 282	1 535	1 463	-4,7%
Autres activités de transport	386	373	435	449	439	414	382	415	462	456	-1,3%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	253	250	253	254	283	226	251	304	408	350	-14,2%
SERVICES AUX ENTREPRISES	4 030	4 279	4 435	4 638	4 728	4 756	4 977	6 563	7 275	7 191	-1,2%
Activités scientifiques & techniques	2 103	2 239	2 173	2 237	2 296	2 267	2 369	3 128	3 673	3 560	-3,1%
Services administratifs aux entreprises	1 927	2 040	2 262	2 401	2 432	2 489	2 608	3 435	3 602	3 631	0,8%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 248	1 255	1 358	1 383	1 445	1 528	1 529	1 778	2 018	2 200	9,0%
Activités de réparation	395	370	400	351	422	379	360	358	348	350	0,6%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	564	583	637	686	732	803	859	1 038	1 214	1 305	7,5%
Autres services à la personne	289	302	321	346	291	346	310	382	456	545	19,5%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	4 506	4 356	4 796	5 285	5 446	5 093	5 542	6 377	6 689	6 418	-4,1%
Hébergement	638	528	563	569	624	519	518	529	626	500	-20,1%
Restauration	3 174	3 101	3 340	3 740	3 789	3 654	4 053	4 602	4 944	4 827	-2,4%
Débts de boissons	694	727	893	976	1 033	920	971	1 246	1 119	1 091	-2,5%
AUTRES ACTIVITÉS	2 815	2 897	2 881	2 863	2 763	2 915	3 164	2 577	2 299	2 533	10,2%
Santé humaine & action sociale	244	264	252	270	281	597	792	751	644	717	11,3%
Activités récréatives	810	810	755	750	778	694	695	700	765	774	1,2%
Enseignement	1 049	1 187	1 299	1 227	1 167	1 203	1 313	566	488	571	17,0%
Autres activités	712	636	575	616	537	421	364	560	402	471	17,2%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION DEPUIS 2001

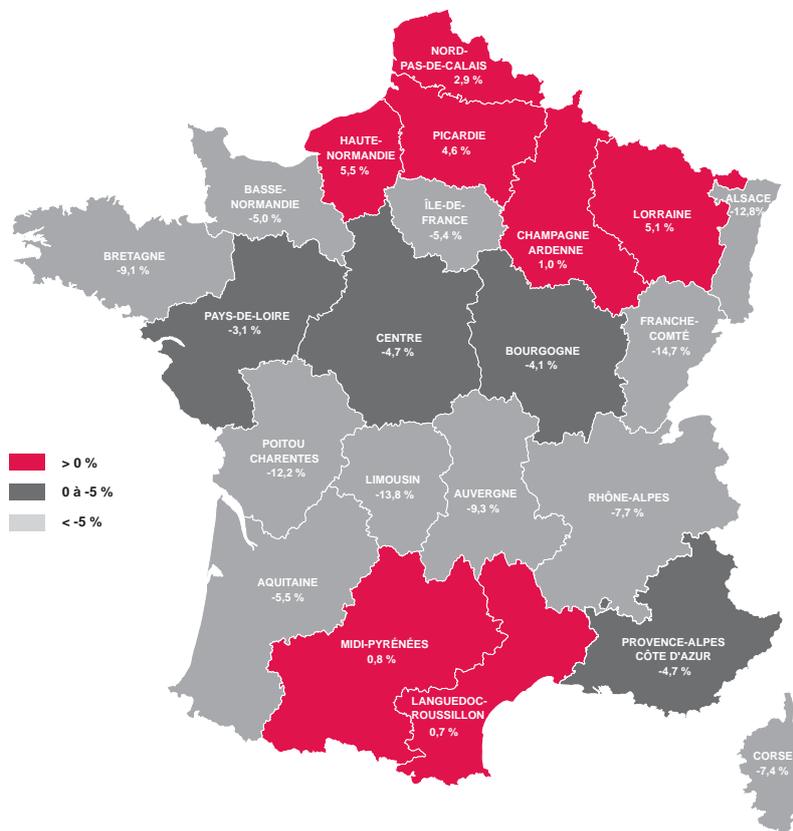
RÉGION	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
Alsace	1084	1187	1257	1243	1254	1 280	1 337	1 427	1 785	1 556	-12,8%
Aquitaine	2340	2209	2433	2505	2544	2545	2675	3 229	3335	3 152	-5,5%
Auvergne	649	698	620	798	812	681	723	849	933	846	-9,3%
Basse-Normandie	736	706	838	798	839	799	821	947	1170	1 112	-5,0%
Bourgogne	916	925	982	1042	1085	1061	1098	1 240	1335	1 280	-4,1%
Bretagne	1740	1754	1787	1699	1652	1740	2001	2 325	2 749	2 499	-9,1%
Centre	1 397	1 449	1 530	1 586	1 646	1 550	1 715	1 914	2 092	1 993	-4,7%
Champagne-Ardenne	712	735	836	861	776	797	808	895	992	1 002	1,0%
Corse	226	240	245	291	254	242	280	320	353	327	-7,4%
Franche-Comté	610	622	766	780	785	830	924	993	1 069	912	-14,7%
Haute-Normandie	962	990	927	1004	959	933	941	1 130	1 283	1 354	5,5%
Île-de-France	10 520	11 533	11 832	11 749	11 962	10 567	11 278	11 957	12 756	12 066	-5,4%
Languedoc- Roussillon	2 217	2 272	2 249	2 387	2 641	2 612	2 641	2 916	3 235	3 258	0,7%
Limousin	519	502	521	532	498	522	510	666	719	620	-13,8%
Lorraine	1 418	1 548	1 526	1 556	1 665	1 597	1 628	1 988	1 917	2 014	5,1%
Midi-Pyrénées	1 778	1 694	1 958	1 943	1 990	2 063	2 106	2 415	2 540	2 561	0,8%
Nord-Pas-de Calais	2 277	2 354	2 497	2 598	2 589	2 514	2 601	2 986	3 298	3 394	2,9%
Pays de la Loire	1 576	1 595	1 673	1 827	1 756	1 805	1 946	2 347	2 763	2 678	-3,1%
Picardie	1 009	1 012	1 086	1 106	1 040	1 001	1 030	1 168	1 322	1 383	4,6%
Poitou-Charente	1 046	1 138	1 100	1 113	1 132	1 062	1 210	1 367	1 627	1 428	-12,2%
Provence-Alpes Côte d'Azur	4 689	4 672	4 886	5 502	5 487	5 113	5 365	5 920	6 509	6 203	-4,7%
Rhône-Alpes	4 108	4 207	4 607	4 498	4 584	4 776	4 829	5 452	6 608	6 102	-7,7%
D.O.M et étranger	873	891	794	924	1 345	1 001	1 383	1 711	1 205	934	-22,5%
TOTAL FRANCE	43 402	44 933	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	61 595	58 674	-4,7%

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE DEPUIS 20 ANS
 (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 1991 À DÉCEMBRE 2010)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE PAR REGION EN 2010

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2010
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITE	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
COMAREG	69	RHÔNE-ALPES	5813Z	Édition de journaux	1977	259,4	11	2135
SEAFRANCE	75	ÎLE-DE-FRANCE	5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	1990	176,1	06	1538
SARL MARSANS INTERNATIONAL	75	ÎLE-DE-FRANCE	7911Z	Activités des agences de voyage	1975	117,2	04	110
INTERGESTION	54	LORRAINE	6420Z	Activités des sociétés holding	1956	92,6	03	484
SELLFAST	59	NORD-PAS-DE-CALAIS	4645Z	Commerce interentreprises de parfumerie et de produits de beauté	2005	86,1	01	14
FONDERIE ALUMINIUM CLEON	76	HAUTE-NORMANDIE	2453Z	Fonderie de métaux légers	1999	71,8	06	273
VGC DISTRIBUTION	91	ÎLE-DE-FRANCE	4759A	Commerce de détail de meubles	1991	71,4	09	733
DARLET-MARCHANTE-TECHNOLOGIE SA	73	RHÔNE-ALPES	2896Z	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques	1990	70,8	01	128
SAH LEDUC	44	PAYS DE LA LOIRE	2812Z	Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques	1965	63,8	03	422
BLUE LINE	95	ÎLE-DE-FRANCE	5110Z	Transports aériens de passagers	2002	63,5	09	178
SEALYNX AUTOMOTIVE TRANSIERES	92	ÎLE-DE-FRANCE	2219Z	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	1976	63,1	12	737
JARDINS DU MIDI	82	MIDI-PYRÉNÉES	4631Z	Commerce interentreprises de fruits et légumes	1987	59,6*	10	15
ENIA FRANCE SAS	08	CHAMPAGNE-ARDENNE	1393Z	Fabrication de tapis et moquettes	2005	58,7	01	301
SOC CANALISAT ATLANTIQUE MÉDITER TP	31	MIDI-PYRÉNÉES	4221Z	Construction de réseaux pour fluides	1992	55,7	10	339
DESCAMPS	62	NORD-PAS-DE-CALAIS	1392Z	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	1983	55,4	06	495
INEXCO	75	ÎLE-DE-FRANCE	7912Z	Activités des voyagistes	1990	53,7	10	40
ERYMA SECURITY SYSTEMS	92	ÎLE-DE-FRANCE	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1986	53,2	11	335

* Exercice de 18 mois

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2010

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
Total France	15 795	15 729	14 260	- 9,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

EFFECTIFS	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
0 salarié ou inconnu	7 902	6 835	6 340	- 7,2 %
1 ou 2 salariés	4 158	4 132	3 820	- 7,6 %
3 à 5 salariés	1 849	2 401	2 105	- 12,3 %
6 à 9 salariés	832	1 178	984	- 16,5 %
10 à 19 salariés	624	717	615	- 14,2 %
20 à 49 salariés	288	362	310	- 14,4 %
50 à 99 salariés	73	61	53	- 13,1 %
100 à 199 salariés	27	21	12	- 42,9 %
200 salariés et plus	42	22	21	- 4,5 %
TOTAL FRANCE	15 795	15 729	14 260	- 9,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

ÂGE	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
moins de 3 ans	4 967	6 275	4 116	- 34,4 %
3 à 5 ans	4 500	3 973	4 279	7,7 %
6 à 10 ans	2 736	2 408	2 573	6,9 %
11 à 15 ans	1 394	1 164	1 217	4,6 %
16 à 50 ans	2 149	1 881	2 038	8,3 %
51 et plus	49	28	37	32,1 %
TOTAL FRANCE	15 795	15 729	14 260	- 9,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

ACTIVITÉS	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
AGRICULTURE	303	322	260	- 19,3 %
Chasse, pêche, forêt	81	58	51	- 12,1 %
Culture	139	162	114	- 29,6 %
Élevage	83	102	95	- 6,9 %
CONSTRUCTION	4 883	4 921	4 288	- 12,9 %
Bâtiment	4128	4362	3 770	- 13,6 %
Immobilier	755	559	518	- 7,3 %
COMMERCE	3 614	3 484	3 076	- 11,7 %
Commerce & réparation de véhicules	494	474	420	- 11,4 %
Commerce de détail	2 124	2 030	1 823	- 10,2 %
Commerce interentreprises	996	980	833	- 15,0 %
INDUSTRIE	1 301	1 239	1 063	- 14,2 %
Industrie agroalimentaire	330	320	290	- 9,4 %
Industrie hors agroalimentaire	971	919	773	- 15,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	375	421	383	- 9,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	185	213	192	- 9,9 %
Autres activités information & communication	190	208	191	- 8,2 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	498	505	429	- 15,0 %
Transport routier de marchandises	376	368	323	- 12,2 %
Autres activités de transport	122	137	106	- 22,6 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	96	114	91	- 20,2 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 815	1 921	1 858	- 3,3 %
Activités scientifiques & techniques	867	951	928	- 2,4 %
Services administratifs aux entreprises	948	970	930	- 4,1 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	506	509	548	7,7 %
Activités de réparation	94	79	82	3,8 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	298	309	314	1,6 %
Autres services à la personne	114	121	152	25,6 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 813	1 688	1 601	- 5,2 %
Hébergement	156	157	138	- 12,1 %
Restauration	1 297	1 266	1 211	- 4,3 %
Débits de boissons	360	265	252	- 4,9 %
AUTRES ACTIVITÉS	591	605	663	9,6 %
Santé humaine & action sociale	191	168	185	10,1 %
Activités récréatives	168	204	194	- 4,9 %
Enseignement	154	126	162	28,6 %
Autres activités	78	107	122	14,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	15 795	15 729	14 260	- 9,3 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

RÉGION	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
Alsace	400	438	355	-18,9%
Aquitaine	975	824	746	-9,5%
Auvergne	228	245	201	-18,0%
Basse-Normandie	275	283	258	-8,8%
Bourgogne	363	351	315	-10,3%
Bretagne	735	684	643	-6,0%
Centre	489	501	488	-2,6%
Champagne-Ardenne	241	228	252	10,5%
Corse	85	102	85	-16,7%
Franche-Comté	230	278	245	-11,9%
Haute-Normandie	308	338	325	-3,8%
Île-de-France	3 510	3 536	3 111	-12,0%
Languedoc-Roussillon	851	812	810	-0,2%
Limousin	197	195	146	-25,1%
Lorraine	493	419	469	11,9%
Midi-Pyrénées	744	646	600	-7,1%
Nord-Pas de Calais	820	836	802	-4,1%
Pays de la Loire	680	692	618	-10,7%
Picardie	352	359	352	-1,9%
Poitou-Charentes	359	414	363	-12,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 624	1 744	1 515	-13,1%
Rhône-Alpes	1 573	1 640	1 501	-8,5%
DOM et inconnue	263	164	60	-63,4%
TOTAL	15 795	15 729	14 260	-9,3%

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

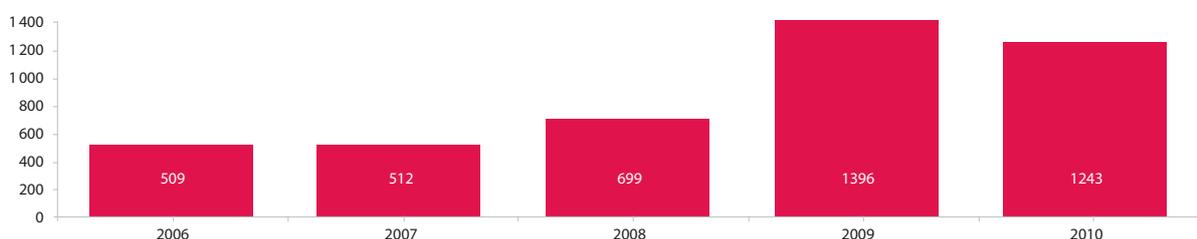
BILAN 2010

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - BILAN 2010

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE SUR 5 ANS

	2006	2007	2008	2009	2010
Nbre de sauvegardes	509	512	699	1396	1243
Évolution N-1	NA	0,6 %	36,5 %	99,7 %	-11,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE SUR 5 ANS



STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES D'EFFECTIFS SUR 5 ANS

EFFECTIFS	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
0 salarié ou inconnu	97	83	143	405	346	-14,6 %
1 ou 2 salariés	94	89	128	193	181	-6,2 %
3 à 5 salariés	63	62	98	186	184	-1,1 %
6 à 9 salariés	65	66	75	165	141	-14,5 %
10 à 19 salariés	72	95	90	160	154	-3,8 %
20 à 49 salariés	59	70	104	171	141	-17,5 %
50 à 99 salariés	28	24	25	74	56	-24,3 %
100 à 199 salariés	13	10	20	28	32	14,3 %
200 salariés et plus	18	13	16	14	8	-42,9 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1396	1243	-11,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR ACTIVITÉS EN 2006, 2007, 2008, 2009 ET 2010

ACTIVITÉS	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
AGRICULTURE	20	26	18	41	39	- 4,9%
Chasse, pêche, forêt	2	1	1	2	1	- 50,0%
Culture	15	14	7	26	14	- 46,2%
Élevage	3	11	10	13	24	84,6%
CONSTRUCTION	42	70	108	241	214	- 11,2%
Bâtiment	34	48	60	143	138	- 3,5%
Immobilier	8	22	48	98	76	- 22,4%
COMMERCE	99	100	155	303	311	2,6%
Commerce & réparation de véhicules	19	7	20	27	59	118,5%
Commerce de détail	54	48	85	161	170	5,6%
Commerce interentreprises	26	45	50	115	82	- 28,7%
INDUSTRIE	128	119	161	266	169	- 36,5%
Industrie agroalimentaire	17	25	24	30	17	- 43,3%
Industrie hors agroalimentaire	111	94	137	236	152	- 35,6%
INFORMATION & COMMUNICATION	18	16	11	53	28	- 47,2%
Services informatiques & édition de logiciels	13	9	6	28	16	- 42,9%
Autres activités information & communication	5	7	5	25	12	- 52,0%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	22	13	21	31	44	41,9%
Transport routier de marchandises	13	8	12	21	30	42,9%
Autres activités de transport	9	5	9	10	14	40,0%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	13	19	23	21,1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	82	73	105	263	223	- 15,2%
Activités scientifiques & techniques	41	29	44	109	97	- 11,0%
Services administratifs aux entreprises	41	44	61	154	126	- 18,2%
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	9	9	22	24	9,1%
Activités de réparation	2	1	1	2	2	0,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	6	8	15	14	- 6,7%
Autres services à la personne	2	2		5	8	60,0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	44	50	62	103	100	- 2,9%
Hébergement	15	10	17	18	34	88,9%
Restauration	23	33	35	68	54	- 20,6%
Débites de boissons	6	7	10	17	12	- 29,4%
AUTRES ACTIVITÉS	38	29	36	54	68	25,9%
Santé humaine & action sociale	16	9	12	22	24	9,1%
Activités récréatives	3	3	10	12	21	75,0%
Enseignement	6	8	5	7	7	0,0%
Autres activités	13	9	9	13	16	23,1%
TOTAL DES ACTIVITÉS	509	512	699	1396	1243	- 11,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES D'ÂGE SUR 5 ANS

ÂGE	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
moins de 3 ans	68	74	111	191	204	6,8 %
3 à 5 ans	96	110	144	362	283	-21,8 %
6 à 10 ans	94	96	140	269	282	4,8 %
11 à 15 ans	77	79	91	169	140	-17,2 %
16 à 50 ans	165	146	197	381	322	-15,5 %
51 ans et plus	9	7	16	24	12	-50,0 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	-11,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR CATÉGORIE JURIDIQUE SUR 5 ANS

CATÉGORIE JURIDIQUE	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
Entreprises Individuelles	58	59	63	148	113	-23,6 %
Sociétés à Responsabilité limitée	240	269	383	777	730	-6,0 %
Sociétés anonymes ou SAS	172	153	208	374	311	-16,8 %
Autres	39	31	45	97	89	-8,2 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	-11,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHES DE CHIFFRE D'AFFAIRES SUR 5 ANS

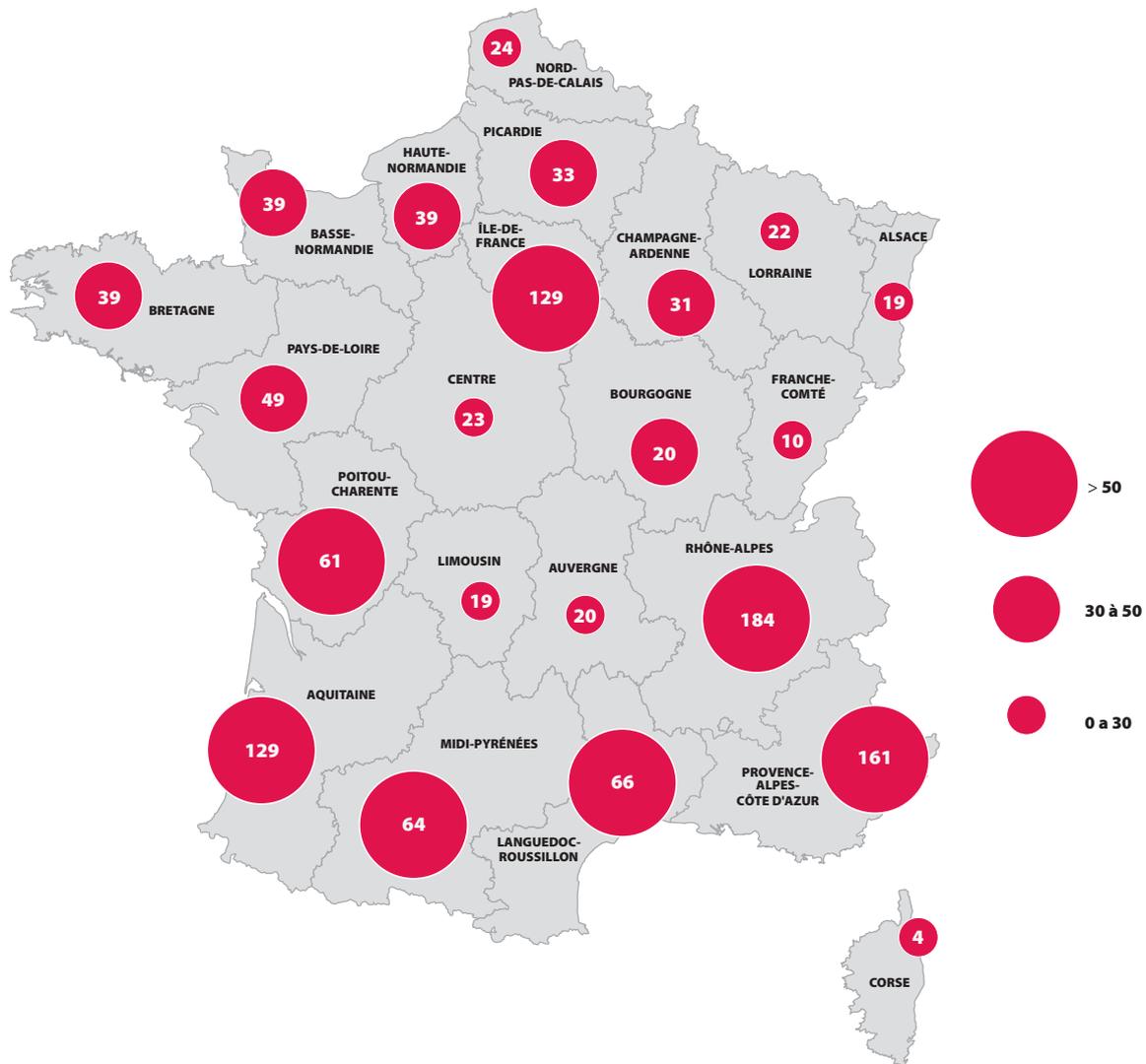
CHIFFRE D'AFFAIRES	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
inconnu	162	173	237	421	389	-7,6 %
< 1,5 M€	201	198	262	604	559	-7,5 %
1,5 à 3 M€	59	53	81	127	105	-17,3 %
3 à 7,5 M€	35	45	60	123	96	-22,0 %
7,5 à 15 M€	23	20	28	71	53	-25,4 %
> 15 M€	29	23	31	50	41	-18,0 %
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	-11,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION

RÉGION	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010 vs 2009
Alsace	12	8	7	23	19	-17,4%
Aquitaine	29	27	63	120	129	7,5%
Auvergne	10	13	17	32	20	-37,5%
Basse-Normandie	18	26	25	60	39	-35,0%
Bourgogne	15	14	24	38	20	-47,4%
Bretagne	22	23	18	33	39	18,2%
Centre	21	12	9	26	23	-11,5%
Champagne-Ardenne	5	14	18	33	31	-6,1%
Corse	2	4	1	-	4	-
Franche-Comté	21	12	11	20	10	-50,0%
Haute-Normandie	8	24	21	30	39	30,0%
Île-de-France	44	41	65	176	129	-26,7%
Languedoc-Roussillon	21	23	36	49	66	34,7%
Limousin	4	4	6	10	19	90,0%
Lorraine	21	15	8	28	22	-21,4%
Midi-Pyrénées	12	24	27	66	64	-3,0%
Nord-Pas de Calais	17	10	15	37	24	-35,1%
Pays de la Loire	21	21	29	53	49	-7,5%
Picardie	11	10	30	48	33	-31,3%
Poitou-Charentes	12	16	24	31	61	96,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	78	68	92	182	161	-11,5%
Rhône-Alpes	87	100	139	262	184	-29,8%
Autres (dont DOM)	18	3	14	39	58	48,7%
TOTAL	509	512	699	1 396	1 243	-11,0%

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION EN 2010

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 30 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2010

(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
SEAFRANCE	75	Île-de-France	5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	1990	176,1	04	1538
EM2C CONSTRUCTION SUD EST	69	Rhône-Alpes	4120B	Construction d'autres bâtiments	2000	103,6	02	114
HEBDOPRINT	69	Rhône-Alpes	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	1975	59,3	11	648
GYMA FRANCE	84	Provence-Alpes-Côte d'Azur	4638B	Commerce interentreprises alimentaire spécialisé divers	1992	59,1	07	55
EUROLEASE	75	Île-de-France	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1998	32,4	06	33
CNAI	44	PAYS DE LA LOIRE	3011Z	Construction de navires et de structures flottantes	2002	31,1	02	119
FRANCE GEOTHERMIE	38	Rhône-Alpes	4674B	Commerce interentreprises de fournitures pour la plomberie et le chauffage	1995	34,1	11	104
EM2C PROMOTION	69	Rhône-Alpes	6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	2004	31,9	02	11
SA EXPLT ETS BESSET ET JEAN	12	Midi-Pyrénées	4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	1977	28,7	07	43
EM2C CONSTRUCTION GRAND OUEST	44	Pays-de-la Loire	7112B	Ingénierie, études techniques	1981	30,1	02	34

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2010

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
Total France	249	336	326	-3,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

EFFECTIFS	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
0 salarié ou inconnu	56	90	89	-1,1%
1 ou 2 salariés	53	46	57	23,9%
3 à 5 salariés	37	51	52	2,0%
6 à 9 salariés	27	47	42	-10,6%
10 à 19 salariés	21	35	27	-22,9%
20 à 49 salariés	37	45	35	-22,2%
50 à 99 salariés	9	16	17	6,3%
100 à 199 salariés	5	4	6	50,0%
200 salariés et plus	4	2	1	-50,0%
TOTAL FRANCE	249	336	326	-3,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

ÂGE	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
moins de 3 ans	51	66	48	-27,3%
3 à 5 ans	46	82	81	-1,2%
6 à 10 ans	50	68	76	11,8%
11 à 15 ans	30	46	41	-10,9%
16 à 50 ans	66	72	76	5,6%
51 et plus	6	2	4	100,0%
TOTAL FRANCE	249	336	326	-3,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

ACTIVITÉS	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
AGRICULTURE	6	14	9	-35,7 %
Chasse, pêche, forêt		1	1	0,0 %
Culture	2	7	3	-57,1 %
Élevage	4	6	5	-16,7 %
CONSTRUCTION	47	69	49	-29,0 %
Bâtiment	26	50	31	-38,0 %
Immobilier	21	19	18	-5,3 %
COMMERCE	57	74	87	17,6 %
Commerce & réparation de véhicules	10	4	15	275,0 %
Commerce de détail	28	38	46	21,1 %
Commerce interentreprises	19	32	26	-18,8 %
INDUSTRIE	45	52	56	7,7 %
Industrie agroalimentaire	5	6	9	50,0 %
Industrie hors agroalimentaire	40	46	47	2,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	0	5	4	-20,0 %
Services informatiques & édition de logiciels		3	2	-33,3 %
Autres activités information & communication		2	2	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	5	8	60,0 %
Transport routier de marchandises	6	3	5	66,7 %
Autres activités de transport	3	2	3	50,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	7	4	8	100,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	42	62	53	-14,5 %
Activités scientifiques & techniques	15	21	17	-19,0 %
Services administratifs aux entreprises	27	41	36	-12,2 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	3	4	8	100,0 %
Activités de réparation	1	-	-	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	2	3	7	133,3 %
Autres services à la personne		1	1	0,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	23	31	29	-6,5 %
Hébergement	9	6	13	116,7 %
Restauration	11	20	10	-50,0 %
Débits de boissons	3	5	6	20,0 %
AUTRES ACTIVITES	10	16	15	-6,3 %
Santé humaine & action sociale	6	7	5	-28,6 %
Activités récréatives	3	4	6	50,0 %
Enseignement		2	1	-50,0 %
Autres activités	1	3	3	0,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITES	249	336	326	-3,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2008, 2009 ET 2010

RÉGION	4 ^{ème} trimestre 2008	4 ^{ème} trimestre 2009	4 ^{ème} trimestre 2010	Évolution T4 2010/2009
Alsace		7	7	0,0%
Aquitaine	31	34	31	-8,8%
Auvergne	3	8	2	-75,0%
Basse-Normandie	10	22	13	-40,9%
Bourgogne	10	7	2	-71,4%
Bretagne	7	9	8	-11,1%
Centre	5	4	4	0,0%
Champagne-Ardenne	5	8	7	-12,5%
Corse	1	-	2	-
Franche-Comté	7	3	3	0,0%
Haute-Normandie	7	6	9	50,0%
Île-de-France	18	39	39	0,0%
Languedoc-Roussillon	13	12	19	58,3%
Limousin	4	4	4	0,0%
Lorraine		1	4	300,0%
Midi-Pyrénées	5	16	19	18,8%
Nord-Pas de Calais	5	8	7	-12,5%
Pays de la Loire	14	19	14	-26,3%
Picardie	8	9	11	22,2%
Poitou-Charentes	7	9	17	88,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25	36	52	44,4%
Rhône-Alpes	62	63	51	-19,0%
DOM et inconnue	2	12	1	-91,7%
TOTAL	249	336	326	-3,0%

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5ème position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99